

mesure de se prévaloir de ces \$2,300 parce qu'ils seraient alors obligés de payer pour avoir dépassé leur contingent. Le ministre est aux prises avec un problème dont la solution allait être annoncée dans cette déclaration; du moins les agriculteurs le croyaient. Je songe à la recommandation de modifier la campagne agricole.

Un problème que nous avons quand il s'agit de fixer un contingent est la fluctuation de la campagne laitière d'une année à l'autre avec une période de rajustement d'environ trois ou quatre mois. Elle pourrait peut-être durer d'avril à juillet. Elle pourrait s'étendre à 16 mois pour que la structure des contingents soit encore plus uniforme. La campagne laitière doit tenir compte aussi du problème que pose le lait saisonnier. L'élimination du lait d'été a été débattue à toutes les réunions agricoles. Je suis persuadé que ce problème pose de vives difficultés à la Commission du lait. Il en pose certes à l'industrie. Dans sa déclaration le ministre a peu parlé de ce problème.

Comme les producteurs canadiens de lait de consommation, les producteurs de lait de transformation devraient être assujettis à un contingent mensuel qui s'étendrait à toute l'année, afin que les producteurs du lait de transformation ne produisent pas uniquement en été. La production du lait l'été cause de vives difficultés à l'industrie fromagère qui fonctionne à longueur d'année. Ce problème n'a pas encore été résolu.

Le lait soluble écrémé est un autre problème qui nous préoccupe. Il faudrait bien un jour ou l'autre décider si nous allons en produire, s'il vaut la peine de supprimer les \$7 dollars par quota et de subventionner d'environ 50 c. la production de lait soluble écrémé destinée au marché international. Nous ne retirons peut-être aucun avantage du programme prévu pour le lait soluble écrémé. Il y aurait peut-être une meilleure façon de procéder.

On pourrait faire certaines choses au Canada pour normaliser la production d'excédents. Le ministre n'ignore pas que la responsabilité en incombe aussi bien à l'industrie qu'aux producteurs. Lorsque le Canadien moyen achète du lait, ce n'est pas celui qu'on vient de traire. Il achète du lait à 2 p. 100, du lait écrémé ou d'autres produits et sous-produits du lait entier. Nous devrions prévoir des crédits qui permettraient d'écouler le lait soluble écrémé. C'est un produit qui a de la valeur. Nous essayons de le donner à d'autres pays et en même temps nous vantons ses propriétés nutritives. Nous pourrions peut-être l'écouler au Canada dans le cadre d'un programme de distribution de lait aux écoles. Cela nous coûterait quelques dollars, mais cela vaudrait mieux que ce qui se passe actuellement. Les producteurs trouvent plus facile de jeter le lait que de le mettre en vente. Nous gaspillons ainsi une denrée très nutritive et très utile. Ce lait devrait être distribué par l'intermédiaire d'un programme scolaire d'alimentation ou d'un quelconque programme d'aide alimentaire à l'intention des familles pauvres.

Le ministre aurait dû toucher à plusieurs autres points dans sa déclaration sur le programme de mise en vente des contingents. L'an dernier, lorsque certains producteurs avaient d'énormes contingents, ces contingents étaient accessibles et beaucoup de gens en empruntaient, en louaient ou en pré-

taient; la situation était assez satisfaisante. Cette année, les prix des contingents ont atteint un niveau outrancièrement élevé. En fait, la plupart des producteurs ont avoué qu'il leur faudra de deux à quatre années de production laitière pour payer leurs contingents industriels et rien ne garantit que les prix demeureront à leur niveau actuel.

Divers programmes pourraient être mis en œuvre. Si j'en avais le temps, je signalerais diverses façons de mieux utiliser le lait écrémé en poudre que de payer des gens pour qu'ils nous en débarrassent. Dans de nombreux cas, il est expédié vers des pays où, en ajoutant de l'eau à la poudre de lait on produit un mélange qui peut être toxique. Il y a certes de meilleurs façons d'utiliser le lait écrémé en poudre.

Les producteurs n'accueilleront pas très favorablement le programme laitier de cette année. Il ne comprend rien de bien substantiel ni de bien valable, outre la baisse des importations de fromage. Je suis étonné et heureux de voir les réalisations qui ont vu le jour dans le domaine de la fabrication du fromage au Canada. Malheureusement, la société Kraft est une de celles qui ont participé à ces mises au point, mais il n'en reste pas moins que les fromageries canadiennes peuvent maintenant fabriquer près de 30 à 40 variétés de fromages qu'il fallait jusque là importer d'Europe ou d'ailleurs. Actuellement, nous importons près de 110 sortes, variétés ou marques de fromage. Grâce au ministère de l'Agriculture, le Canada pourrait peut-être en arriver à fabriquer tous ces fromages spéciaux.

Comment le ministre en est-il venu à changer la seule chose qui ait permis d'établir le lien contractuel entre le premier ministre (M. Trudeau) et les pays du Marché commun? On a diminué les importations de fromage d'environ dix millions de livres, mais la plupart des producteurs canadiens estiment qu'il faudrait complètement cesser ces importations ou alors leur imposer un tarif pour permettre au Canada de doubler sa production de fromages spéciaux.

Le ministre ne pourra pas tirer de gloire de mesures annoncées cette année. Il aurait fallu de nouvelles initiatives. La Commission canadienne du lait aurait dû ouvrir la voie, au niveau fédéral, de la mise en commun des recettes réalisées sur les ventes de lait de transformation et de consommation. La plupart des agriculteurs ont dépensé les sommes nécessaires pour produire le lait de qualité qui a toujours été vendu aux consommateurs canadiens. Dans l'ensemble, les producteurs de lait de transformation respectent maintenant cette norme de qualité. Il me semble qu'il est temps de procéder à une certaine uniformisation de la politique laitière, de façon que les choses se passent de la même manière dans toutes les provinces.

● (1542)

Le ministre n'a pas résolu le problème de la surproduction de lait nature, qui cause d'importantes difficultés. Je suis sûr que la plupart de ces producteurs auraient abandonné, si on ne leur avait pas accordé cette subvention.

A mon avis, on peut et on doit faire beaucoup de choses pour rendre notre secteur laitier plus rentable.

Je dirai pour terminer que les Canadiens devraient savoir gré aux producteurs laitiers de leurs efforts. Malgré les grosses difficultés qu'ils ont connues durant ces dernières années, ils ont réussi à s'en sortir et à mettre sur pied une production solide de lait industriel et de lait nature, permettant ainsi aux Canadiens de s'approvisionner en lait à un prix raisonnable.